16 mars 2008, Québec

Allocution à l'occasion de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Tribune parlementaire

Cette semaine, je vous parle, évidemment, du budget que mon gouvernement a livré, jeudi le 13 mars dernier, le budget livré par Monique Jérôme-Forget. Un budget qui est livré dans un contexte particulier, un contexte qu'on trouve rarement, parce qu'il y a un ralentissement économique au Québec. Un contexte qui fait qu'on se questionne beaucoup sur la prochaine année. Il a fallu, donc, être très prudent dans la préparation de ce budget. Je vous rappelle que le gouvernement a fait beaucoup de consultations, d'autant plus qu'on est minoritaire : on est un gouvernement de cohabitation. Il a donc fallu travailler en consultant les partis d'opposition. Ce que nous avons fait avec beaucoup de sincérité, soit dit en passant, pour que nous puissions vous livrer un budget qui est le reflet des priorités de la population du Québec.

Le contexte, parlons-en un peu, parce que c'est rare un contexte aussi changeant que celui que nous connaissons. D'abord, il y a un ralentissement économique aux États-Unis qui pourrait même se transformer en récession. Il y a la question de la parité du dollar canadien et du dollar américain. Cette parité nous est arrivée très rapidement et elle a un impact assez important sur le secteur manufacturier et sur le secteur forestier. Il y a aussi le prix du baril de pétrole qui ne cesse d'augmenter. En fait, il est à plus de 100 dollars cette semaine, il a atteint des records jamais vus. Alors, ne serait-ce qu'avec ces trois éléments – auxquels on pourrait ajouter la compétition qui nous vient des économies émergentes – on a un contexte qui nous amène à la prudence et à beaucoup, beaucoup de rigueur. C'est exactement dans cet esprit que nous avons préparé ce budget. Maintenant, quelques grandes lignes.

D'abord, le budget est équilibré : il n'y a pas de déficit. En ce sens-là, on respecte l'équilibre budgétaire, ce qui, au point de départ, nous semble incontournable. Deuxièmement, il n'y a pas de hausse de taxes. Il n'y a pas non plus de hausse d'impôts, contrairement au souhait qui avait été formulé par plusieurs. Je dois le dire, des partis d'opposition, de temps à autre, suggèrent au gouvernement du Québec d'augmenter les impôts et les taxes, entre autres la TVQ. Ce que le gouvernement du Québec ne fera pas.

Depuis plusieurs semaines, j'ai eu l'occasion de vous parler d'un nouvel espace économique. Je dois vous dire que ce budget a été préparé dans cet esprit de développement d'un nouvel espace économique pour l'avenir du Québec. Le nouvel espace économique, c'est quoi? C'est un redéploiement de notre économie. C'est une entente transatlantique que nous voulons établir entre le Canada et l'Union européenne, parce que le Québec est la porte d'entrée de l'Europe. C'est aussi

l'intensification de nos relations commerciales avec l'Ontario. C'est une nouvelle entente de mobilité de la main-d'œuvre avec le Canada, mais également une entente spéciale avec la France sur la reconnaissance des compétences et des acquis. Alors, notre budget a été préparé dans cet esprit de redéploiement de l'économie québécoise dans un nouvel espace économique.

Madame Jérôme-Forget a aussi parlé de productivité dans ce budget. C'est un thème important. Ça va revenir beaucoup dans les prochaines années et même dans les prochains mois. Pourquoi? Parce que la productivité, c'est obtenir plus de notre économie pour que nous puissions mieux soigner, mieux éduquer, mieux nous occuper des moins bien nantis dans notre société. Pour que nous puissions avoir une meilleure qualité de vie avec nos familles, que nous puissions mieux vivre. Dans le fond, c'est ça l'idée derrière la productivité. On y arrive comment? En organisant le travail de manière à ce qu'il soit plus efficace. Ça ne veut pas dire travailler plus pour moins. Au contraire, on veut, dans notre bel espace économique, avoir une économie attrayante qui attire du monde. Une économie qui offre des emplois rémunérateurs et des conditions de travail intéressantes. La productivité, c'est aussi l'investissement dans l'équipement, dans la machinerie, dans nos industries. Ce sont des gestes qui encouragent la productivité. Ce sont des travailleurs qui sont mieux formés. C'est aussi investir dans l'éducation. Alors voilà dans quel esprit ce budget a été préparé pour l'avenir, c'est le choix que nous avons fait. Ce choix se manifeste aussi par des choix budgétaires. Pour la modernisation des entreprises, nous avons éliminé la taxe sur le capital, immédiatement, pour toutes entreprises manufacturières au Québec, sur-le-champ. De telle sorte, on encourage les manufacturiers à investir, et l'investissement est précurseur à la création d'emplois.

On continue également de soutenir l'investissement dans les régions du Québec, avec une approche qui sera plus équilibrée, ce qui va nous permettre d'aider les régions plus éloignées, incluant les régions ressources, et de rejoindre davantage d'entreprises. Soit dit en passant, les montants qui étaient disponibles ont augmenté relativement à ce qu'ils étaient avant le budget. Voilà justement une façon d'aider la productivité.

La productivité, c'est aussi l'investissement dans l'éducation. Et là, on prend des décisions très importantes. On ajoute 250 millions de dollars pour nos universités dans les prochaines années. On ajoute 150 millions de dollars pour la formation professionnelle et technique, parce qu'il y a là des occasions en or pour des emplois. Si vous avez l'occasion d'en parler à vos jeunes, dites-leur que dans la formation professionnelle, il y a des jobs payants, des jobs intéressantes, qui sont disponibles dans des secteurs où il y a pénurie.

D'autant plus qu'y aura, d'ici 2011 au Québec, 700 000 postes à combler dans notre économie. C'est dire à quel point il va falloir travailler et être très alerte quant aux problèmes liés à la pénurie de main-d'œuvre au Québec. À défaut d'avoir de la main-d'œuvre, on ne peut pas faire grossir notre économie. Cela est vrai, entre autres dans les régions du Québec.

Le budget a également annoncé un pacte pour l'emploi. Un pacte pour l'emploi, c'est une concertation de tout le monde, pas juste de ceux qui travaillent, mais également des employeurs, des syndicats, des groupes communautaires, des chambres de commerce. Une concertation de tout le monde qui met l'épaule à la roue, pour qu'on puisse s'assurer que le plus grand nombre de Québécois possible puissent intégrer le marché du travail et avoir les outils nécessaires pour le faire. Cela fera l'objet d'une annonce plus détaillée dans les prochains jours.

Le budget parle également de retraite progressive. Avec le vieillissement de la population, il y a beaucoup de gens – il y en a beaucoup qui nous écoutent aujourd'hui – qui sont rendus à 60-65 ans, qui sont en pleine forme et qui veulent rester sur le marché du travail. Je veux être très clair. On ne parle pas d'obliger quiconque à rester sur le marché du travail, on parle de ceux qui veulent travailler parce qu'ils aiment ça, parce qu'ils sont passionnés par ce qu'ils font. Notre job à nous, c'est de créer un environnement où il n'y a pas d'obstacle à ce choix, un environnement où on vous permet de le faire sans vous pénaliser financièrement.

Également dans ce budget, on a prévu une augmentation de 20 % du budget du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles pour intégrer les immigrants dans le marché du travail. On le sait, on aura besoin de gens de l'extérieur pour bâtir notre économie, mais ce que nous devons faire, ce n'est pas juste les inviter chez nous. On ne peut pas juste inviter les gens et les laisser sur le perron. Il faut les accueillir correctement en leur donnant les outils nécessaires pour qu'ils puissent immigrer en français au Québec.

Le budget fait une grande place également à la famille, pour que nous puissions améliorer la qualité de vie des familles. Entre autres, on a ajouté 20 000 nouvelles places en service de garde sur cinq ans. On a posé un geste qui était attendu par plusieurs. On a augmenté le crédit d'impôt pour ceux qui ont des enfants en service de garde de telle sorte qu'une famille qui gagne jusqu'à 80 000 dollars par année et qui a un enfant en service de garde privé, par exemple, va payer l'équivalent de sept dollars par jour, comme les familles qui ont des enfants en service de garde subventionné. Voilà une mesure qui reflète bien notre volonté d'équité.

Il y a aussi des déboursés très importants pour les aînés. Madame Marguerite Blais, ministre responsable des Aînés, a fait une tournée du Québec. Elle a fait un travail formidable. Il y a de l'argent supplémentaire pour les soins à domicile. Il y a des crédits d'impôt pour un fonds de soutien aux aidants naturels, un enjeu extrêmement important alors qu'il y a un vieillissement de la population. Nous créons deux fonds avec la Fondation Chagnon – une fondation formidable de la famille Chagnon – pour venir en aide aux personnes âgées, pour venir en aide aux jeunes enfants qui ont davantage de difficultés. Dans ce budget, on ne pouvait pas ne pas parler de développement durable, d'autant plus qu'on a un plan de lutte contre les changements climatiques reconnu comme étant un des meilleurs en Amérique du Nord. On a fait une redevance sur les hydrocarbures. On est un leader mondial dans les énergies renouvelables. On a voulu aller plus loin avec un fonds pour des technologies vertes : 12 millions de dollars, de l'argent pour la protection du patrimoine naturel et une nouvelle politique qui sera bientôt annoncée d'un gouvernement écoresponsable.

Mesdames et Messieurs, pour faire ces choix et pour pouvoir faire face au vent contraire que nous aurons cette année, il a fallu bien gérer au cours des années précédentes. On a limité la croissance annuelle des dépenses de programmes à 4,5 % en moyenne depuis 2003. Le Québec est une des provinces qui a eu la meilleure performance. En fait, la moyenne canadienne pour la même période a été de 6,8 %. Cette différence-là, ça veut dire qu'on a plus d'argent et qu'à chaque année, on regagne des marges de manœuvre pour faire des choix. On a également fait en sorte que l'argent de cette marge de manœuvre du gouvernement soit dans vos poches à vous comme contribuables. La marge de manœuvre dans les réductions d'impôts est d'un milliard de dollars cette année. Ce qui représente, pour une famille de la classe moyenne, 2 000 dollars de plus dans vos poches, en moyenne, dans un contexte de ralentissement économique.

Notre budget prévoit cette année plus d'argent pour la santé, comme d'habitude, une augmentation des budgets de 5,5 %; plus d'argent pour l'éducation, 4,6 %; plus d'argent pour les familles, 5,5 %. Tout ça dans un contexte où on va continuer à travailler pour réduire notre dette, en augmentant les contributions au fonds des générations parce que la taille de la dette québécoise est réduite par rapport au produit intérieur brut.

Mesdames et Messieurs un effort colossal a été fait cette semaine, dans un esprit de consensus et de collaboration. Ce budget mérite l'appui, je pense, de l'Assemblée nationale du Québec. Ce que nous aurons le 8 avril prochain. Mesdames et Messieurs, je vous souhaite une excellente semaine. Je vous retrouve dimanche prochain, dimanche de Pâques.